



**Femmes et Villes Durables: améliorer l'accès à l'eau et la gestion des ressources**

**Composante Kairouan**

Questions et réponses de la séance d'information

05.07.2023

Référence: TND/France/11934-024/006

Pays bénéficiaires: Tunisie

Date: 05 juillet 2023, de 10:30-12:00 (UTC+1)

GoogleMeet: <https://meet.google.com/xfp-umwd-nmu>

Des informations sur la session ont été diffusées sur le site de l'UNGM.

**Question 1 : Est-ce que seulement les associations peuvent bénéficier de cet appel à proposition ou les bureaux d'études aussi peuvent participer ?**

**Réponse 1 :** Cet appel à propositions s'adresse aux associations de la société civile. Si nécessaire, l'organisation de la société civile peut consulter des personnes particulières pour réaliser des activités, p.ex. un(e) médiateur(trice) ou un(e) expert(e) genre/environnement pour des activités spécifiques.

**Question 2 : Est-il possible de poser sa candidature en tant que consortium ?**

**Réponse 2 :** Il est bien possible de faire un consortium avec une organisation éligible. Toutefois, il faut préciser cela dans le dossier de candidature. Aussi, les rôles de chaque membre du groupement doivent être précisés ainsi que la répartition du budget.

**Question 3 : Un laboratoire de recherche universitaire peut-il être partenaire de ce projet ?**

**Réponse 3 :** Ce projet est destiné pour les associations civiles, ça veut dire que partenaires dans un consortium devrait aussi être des organisations définies comme éligibles. Nous recherchons un partenaire de la société civile capable de réaliser des activités d'engagement communautaire et d'appliquer des outils participatifs pour la collecte et analyse de données. UNOPS/Cities Alliance soutiendra le processus de collecte de données et réalisera des activités de recherche supplémentaires. UNOPS/Cities Alliance demande également à utiliser l'outil *Her4Water* et va soutenir également la modification des outils participatifs de collecte de données existants pour les adapter au contexte local. Compte tenu de l'enveloppe budgétaire, un consortium avec un institut de recherche n'est pas envisagé. Si vous le voyez nécessaire, vous pouvez faire appel à des experts individuels dans le cadre du processus de collecte et analyse de données.

**Question 4 : Est-il possible de faire une sous-traitance pour implémenter la première composante du projet ?**

**Réponse 4 :** Nous souhaitons travailler avec des organisations de la société civile capables de réaliser des activités d'engagement communautaire et d'appliquer des outils de collecte de données participatives. Nous n'envisageons pas que la partie collecte de données soit confiée à d'autres entités que l'entité subventionnée.

Vous pouvez consulter un(e) expert(e) / un(e) médiateur(trice) qui vous aidera pendant les sessions participatives. UNOPS/Cities Alliance participera

également au processus de collecte de données et réalisera des activités supplémentaires. Nous nous attendons à une forte collaboration entre UNOPS/Cities Alliance et l'entité adjudicataire au cours de cette phase du projet qui porte la base du projet.

**Question 5 : Peut-on utiliser les moyens de l'appel à propositions pour élaborer des termes de référence lorsque l'on a besoin de consultants ?**

**Réponse 5 :** Si vous envisagez d'employer un(e) consultant(e) (expert genre/environnement; médiateur/trice) pour des activités que vous envisagez, c'est possible d'utiliser les ressources de l'appel à proposition pour référence.

**Question 6: Les réponses au formulaire de candidature sont-elles limitées en nombre de mots ?**

**Réponse 6 :** Non. Afin que vous puissiez bien expliquer l'idée de votre projet, les réponses ne sont pas limitées en nombre de mots. Cela nous permettra également de mieux comprendre votre approche.

**Question 7 : Nous savons que les municipalités en Tunisie sont gérées par des secrétaires généraux et jusqu'à présent il n'y a pas de date précise pour les élections municipales. Comment pouvons-nous donc nous assurer que le nombre requis de femmes sera présent aux activités du renforcement des capacités des autorités locales prévues, car même s'il y a des élections, nous ne pouvons pas garantir que nous trouverons un grand nombre de femmes ? Pouvons-nous donc être flexibles quant au nombre de femmes ?**

**Réponse 7 :** Oui, à cause de la situation municipale actuelle en Tunisie, il existe un certain degré de flexibilité dans le groupe cible des sessions de renforcement des capacités. La situation actuelle ne permet pas le renforcement des capacités des membres du conseil/des personnes élus. Néanmoins, la municipalité est gouvernée par des fonctionnaires (hommes et femmes). Le groupe cible du renforcement des capacités devrait donc être le personnel actuel des municipalités. Comme il s'agit souvent de personnel à long terme qui n'est pas lié aux cycles électoraux, le soutien de leurs capacités en matière de gouvernance urbaine résiliente et sensible au genre peut avoir des effets bénéfiques à long terme sur la gouvernance municipale. Ces sessions de renforcement des capacités devraient s'adresser aussi bien aux femmes qu'aux hommes, conformément au contexte local. Dans la mesure du possible, nous cherchons à ce qu'au moins 50 % de femmes et 50 % d'hommes participent au renforcement des capacités. Si la structure municipale évolue au cours de la période de subvention, les représentants élus peuvent être inclus dans le projet.

**Question 8 : Le périmètre communal est concerné par ce projet ou seulement la Médina et ses environs ?**

**Réponse 8 :** La composante 1 est partiellement axée sur les Majels, y compris une cartographie sur l'accessibilité aux Majels. Donc par sa conception, cette composante se concentre sur la Médina et son alentour, et la Médina et ses environnements devraient être considérés dans la proposition. S'il est considéré comme logique et toujours intégré aux activités du projet, vous pouvez proposer des activités d'intervention dans d'autres emplacements de la commune du Kairouan (explication requise). L'identification des projets pilotes autant que des nouveaux Majels (ou leur réaménagement) devrait se trouver sur des terrains publics (appartenant à la municipalité), également en raison de ses avantages en termes d'accès à l'eau et de proximité des services publics.

**Question 9 : Est ce que les hommes sont concernés par les activités ?**

**Réponse 9 :** Le projet se focalise sur l'autonomisation des femmes dans la gestion et le secteur d'eau. Certaines activités visent à cibler spécifiquement les femmes et filles (comme les ateliers participatifs destinés à identifier les vulnérabilités des femmes en termes de gestion de l'eau et d'accès à l'eau). Néanmoins, la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes ne signifie pas l'exclusion des hommes ou des personnes s'identifiant comme étant de sexe masculin. Nous vous encourageons également à les inclure dans les activités lorsque vous le jugez nécessaire (par exemple, sessions de renforcement des capacités, formation, sessions de co-conception, vidéos).